

Introduction générale. François Burgat, directeur



Rapport d'activité 2010. Introduction générale

Mohammed Arkoun, décédé le 14 septembre 2010 à Paris, a laissé une empreinte durable à l'Ifpo où il publia en 1969 sa thèse de doctorat sur le Traité d'éthique (Tahdhîb al-akhlâq wa-tathîr al-a'lâq) de Miskawayh (PIFD 92). Spécialiste d'études arabes médiévales, Gérard Troupeau nous a quittés le 15 décembre 2010. Lui aussi familier de l'Institut, il y réalisa de très nombreux séjours de recherche et y publia ses Etudes sur la grammaire et la lexicographie arabes (PIFD 198), 2002. L'Institut s'associe très naturellement à tous ceux qui en France et dans le monde ont salué leur personne et leur œuvre.

Ce rapport ne prend que partiellement en compte les consignes du MAEE, transmises alors que sa rédaction était en grande partie achevée. Il reste sans doute trop détaillé ; quelques redondances n'ont pu être évitées pour permettre une lecture sectorielle de ses différentes composantes. Mais par cet exercice se constitue une archive essentielle de l'activité de l'Institut.

En 2010, grâce au dynamisme de toutes et de tous, à la confiance exemplaire des autorités de tutelle, le MAEE et le CNRS, à Paris comme à Amman, Bagdad, Beyrouth, Damas, Erbil ou dans les Territoires palestiniens, et grâce à l'aide exceptionnelle de sponsors publics et privés, bon nombre des engagements pris depuis deux ans par l'Ifpo ont été remplis. Certains (tels l'achèvement du premier des sept ouvrages sur la citadelle de Damas ou la publication des trois cents premières pages du *Dictionnaire de l'arabe parlé syrien*) étaient attendus de longue date.

1. Les services communs

Ils sont le terrain où s'expriment les synergies que la création de l'Ifpo a rendues possibles en fusionnant des institutions longtemps fragmentées sur une base disciplinaire et géographique.

1.1 Les ressources humaines, la gestion et la gouvernance

1.1.1 Une équipe largement renouvelée

Au cours de l'année 2010, plusieurs collègues se sont éloignés de l'Ifpo. Myriam Ababsa, Géraldine Chatelard, Julien Gilet, Chrystelle March, Romain Caillet et d'autres conservent le statut de chercheurs ou de doctorants associés. L'Ifpo reste à leur disposition et à celle de tous ; et il continuera, dans les mois et les années à venir, à compter sur chacun d'eux.

Emmanuel Rattin a quitté l'Institut dont il a été pendant quatre ans la colonne vertébrale administrative. Jean-Christophe Peyssard est parti après avoir été, en seulement deux années, l'artisan d'une véritable révolution au service de l'édition et de la communication de l'Institut. Il demeure la cheville ouvrière de la coopération avec le Cléo (Centre pour l'édition électronique

libre) qu'il a rejoint. Julien Aliquot et Guillaume Gernez ont été respectivement recrutés - et nous nous en réjouissons pour eux comme pour l'Ifpo - au CNRS et à l'Université de Paris I. Au terme de leur contrat, de leur délégation ou de leur bourse, ont également quitté l'Institut : Jean-Claude Bessac, Pierre-Marie Blanc, Chrystelle March, Mohammed Bakhouch, Benjamin Michaudel, Philippe Vallat, Jérôme Lentin, Fanny Bessard, Julien Gilet, Sabrina Sohbi, Myriam Ababsa, Géraldine Chatelard, Myriam Catusse, Kamel Dorai, Thierry Boissière, Romain Caillet, Roman-Olivier Foy, et Maïssa Jalloul. Rim Al-Attrache et Jamal Barout ont terminé en décembre leur mandat de pensionnaires scientifiques syriens. Jamal Barout a largement contribué à l'animation de l'Ifpo à Alep, avec compétence et générosité. Rim Al-Attrache reste professeur au stage d'arabe et poursuit ses recherches sur les archives de son ancêtre Sultan Al-Attrache.

Un hommage particulier doit être rendu à l'un des grands "partants" de 2010 : Jamal Chehayed, professeur de langue arabe, traducteur, chercheur en littérature arabe contemporaine, quitte l'Institut au terme de quarante-deux années de service. Auprès de plusieurs générations d'étudiants dont certains ont aujourd'hui rejoint les plus hautes fonctions, et de ses collègues chercheurs ou enseignants, il laisse une empreinte scientifique et humaine considérable. Comme tous ceux dont le statut administratif évolue, Jamal reste des nôtres.

D'autres nous ont rejoints. Cyril Roguet assume désormais avec brio la lourde charge portée auparavant par Emmanuel Rattin. Au département des Etudes arabes médiévales et modernes, sont arrivés à Damas, Yves Gonzalez-Quijano (délégation CNRS), Mathieu Tillier, Vanessa Van Renterghem, Cyril Yovitchitch (chercheurs MAEE), Manuel Sartori, Qais Assef, Jean-Charles Coulon (bénéficiaires AMI). Deux nouveaux pensionnaires syriens ont été nommés : Shahla Al 'Ujayli (romancière reconnue et professeur à l'Université d'Alep) et Dalin Abdelghafour, spécialiste des arts islamiques, vice-conservateur au Musée national de Damas.

Au département d'Etudes contemporaines, Amira Kedier (Alep, Casa arabe), Sylvia Chiffolleau (CNRS, Beyrouth), Laurent Bonnefoy (chercheur MAEE, Territoires), Cyril Roussel (chercheur MAEE, Amman), Fatiha Kaouès, Mathilde Chèvre, Valentina Napolitano, Zahra Ali (AMI, Beyrouth, Damas et Erbil) et, en Archéologie et histoire de l'Antiquité, Wael Abu Azizeh (post-doc CNRS, Amman), Mathilde Gelin (CNRS, Damas), Emmanuelle Devaux (architecte MAEE, Damas), Sarah Vilain (AMI) ont pris la relève. Salwa Sakkal (urbaniste, Université d'Alep) rejoindra très vite l'équipe de l'antenne d'Alep (sur financement Casa arabe).

Thierry Buquet (CNRS, ex-IRHT Paris) a pris le relais de Jean-Christophe Peyssard et a très vite mesuré l'importance de sa mission. Il a pu prendre appui sur Roger de Brézé (ex-AUSONIUS, Bordeaux), responsable du parc informatique, affecté par le CNRS à l'Institut, qui dispose ainsi pour la première fois d'un informaticien intersites à plein temps.

L'année 2011 verra une redistribution partielle des chercheurs du département AHA avec le transfert des deux postes MAEE libérés par le recrutement de leurs titulaires de Beyrouth et Damas, vers Erbil et les Territoires palestiniens. Ces transferts interviennent dans le contexte de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) alors que certains Services de coopération et d'action culturelle (tels celui de l'Irak ou celui des Territoires palestiniens) aux effectifs moindres, ont plus de latitude que d'autres pour échapper aux mesures de restriction. Le potentiel des ressources humaines du département des Etudes contemporaines, en léger fléchissement, devrait retrouver son niveau de 2008 si les affectations CNRS attendues à Erbil, Damas, Beyrouth et Alep sont confirmées, ce qui permettra aux études contemporaines d'être représentées sur tous les sites de l'Institut. Les effectifs du DEAMM restent stables mais toujours

concentrés en Syrie. Si l'activité du DAHA reste prédominante en Syrie, il est également présent en Jordanie et au Liban et le sera en 2011 en Irak comme dans les Territoires palestiniens.

Au sein des tutelles de l'Institut, des changements importants sont également intervenus. Au MAEE, Sylvain Fourcassié, dont l'attentive présence au service de l'Ifpo reste ancrée dans l'esprit de tous, a cédé sa place à Danièle Frager avec qui, très vite, des relations d'une grande confiance ont été établies, comme avec toute l'équipe de la sous-direction : Jean-Michel Kasbarian à la tête du pôle Sciences humaines et sociales et archéologie, et Donatienne Hissard, sous-directrice des échanges scientifiques et de la recherche, qui succède à Pierre Lanapats. Comme conseiller culturel, à Damas, Patrick Durel, ancien de l'Ifead, a succédé à Laurent Gillard, et à Beyrouth, aux mêmes fonctions, Aurélien Lechevallier à Denis Gaillard. Claudio Galderisi, dont l'action à la tête de l'UPS consacrée aux Umifre avait permis un remarquable développement du soutien du CNRS, a quitté ses fonctions, tout comme Catherine Brechignac, présidente, qui avait en 2009 honoré l'Ifpo de sa visite, et, depuis bien avant, de son soutien agissant. Alain Fuchs, son successeur, mais également Patrice Bourdelais, qui a succédé à Alain Laurieux à la tête de l'InSHS et Alain Peyraube (délégué scientifique pour l'Europe et l'International) ont bien voulu s'informer des ambitions de l'Institut et de ses attentes en recevant son directeur. Eric Chevallier, ambassadeur de France en Syrie, a lui aussi souhaité exposer personnellement au président toute l'importance qu'il accordait au soutien du CNRS. Le président Fuchs a renouvelé cette confiance au dispositif des Umifre en général et à l'Ifpo en particulier. L'Institut s'honorera de l'accueillir à Damas au début du mois de février, en compagnie du directeur de l'IRD et d'Hélène Duchêne, directrice des politiques de mobilité et d'attractivité du MAEE.

1.1.2. Des progrès dans la gouvernance et la gestion

La tenue du Comité de suivi

Le 7 avril sous la présidence de l'ambassadeur Eric Chevallier, en présence de Bertrand Badie, président du Conseil scientifique, d'Hélène Duchêne, de Jean-Michel Kasbarian, de Jean-Luc Lavaud, de Laurent Gillard et d'Alain Aumis (respectivement Conseillers de coopération et d'action culturelle à Damas et Amman) ainsi que de neuf personnalités scientifiques libanaises, jordaniennes et syriennes, les professeurs Carla Eddé (Université Saint Joseph), Sari Hanafi (Université Américaine de Beyrouth), Jeanine Abdel-Massih (Université Libanaise), Fawwaz Al-Kraysheh (Directeur général du Département des Antiquités de Jordanie), Adnan Bakhit (Université de Jordanie), Rami Daher (Université Germano-Jordanienne), Fayssal Abdallah (Université de Damas), Michel Al-Maqdissi (DGAMS) et Samir Al-Taqi (Directeur de l'Orient Center for International Studies), s'est tenu, dans les locaux de l'Ifpo à Damas d'abord, puis dans la maison de campagne de l'Emir Abdelqader à Doummar, le Comité de suivi (triannuel) prévu dans les statuts de l'Institut.

Les enseignements de cette rencontre ont été si riches que l'ambassadeur E. Chevallier a émis le souhait que ce comité puisse se réunir à un rythme plus fréquent. La prochaine édition devrait se tenir à Beyrouth, en présence de représentants du CNRS. La vitalité de l'Institut est largement reconnue par ses partenaires et ses tutelles. Les attentes des partenaires régionaux se révèlent toutefois nombreuses dans tous les domaines de coopération, pas seulement dans celui des bourses d'études. Le dialogue amorcé avec les personnalités scientifiques régionales a également permis d'identifier les terrains sur lesquels des efforts, engagés de longue date, devront être en particulier accentués (cf. conclusion *infra*).

Une Assemblée générale, un Conseil de laboratoire, un règlement intérieur

Le 6 octobre s'est tenue, à Damas, une Assemblée générale des personnels de l'Ifpo, tous sites confondus. Elle a permis de procéder à l'élection, décidée par la précédente AG de 2007, d'un Conseil de laboratoire et à la prochaine adoption d'un règlement intérieur. Ces deux mesures devraient contribuer à faciliter l'interaction entre les sites et, dans toute la mesure du possible, à améliorer l'ancrage et la fonctionnalité des services communs dans chacun d'entre eux.

L'Association des Amis et des Anciens de l'Ifpo

Grâce aux efforts de Denise Aigle notamment, qui a accepté de la porter sur les fonds baptismaux et d'en être la trésorière, l'Association des Anciens et des Amis de l'Ifpo (AAA-Ifpo, présidée par H. Laurens) dispose enfin de statuts dûment agréés par la préfecture de la ville de Paris. Les efforts se poursuivent pour doter l'Association d'un compte bancaire et pour travailler à le garnir. Une convention a été signée à Damas avec un cabinet chargé de prospecter les possibilités de sponsoring.

1.2 La logistique de la recherche : édition, formation, documentation, valorisation

1.2.1 Les presses de l'Ifpo et les nouveaux supports de diffusion

Le bilan général des Presses de l'Ifpo, créées il y a deux ans par la fusion des services de publications de Damas (DEAMM) et de Beyrouth (DAHA et DEC), atteste la vitalité d'un service qui doit faire face à des exigences accrues. Vingt six volumes ont été publiés en 2010, soit un *Ifpoche* (collection regroupant les trois départements scientifiques), 5 titres en archéologie dont une co-édition avec le CEFAS, 10 autres pour le DEAMM dont une co-édition avec l'Institut Ismaélien de Londres et 10 pour le DEC dont 7 co-éditions avec notamment l'Orient Institut Beirut, Actes Sud, Karthala, Saqi Books et l'Institut d'Etudes Palestiniennes.

En 2010, en archéologie seulement, domaine où les publications sont souvent techniquement plus exigeantes, 2500 pages de texte, 2000 illustrations, 200 résumés dans différentes langues impliquant le suivi de relations avec plusieurs dizaines d'auteurs différents, ont été imprimés. En études arabes, sept ouvrages ont été conduits en phase finale, dont le premier des sept tomes à paraître sur les fouilles conduites dans la citadelle de Damas par la Mission archéologique franco-syrienne dirigée par Sophie Berthier et Edmond Al-Ajji.

Malgré une conjoncture économique globalement plus difficile, les ventes d'environ 3500 ouvrages sont en légère hausse par rapport à 2009. Les procédures de vente et les supports se sont considérablement diversifiés. Le recours au diffuseur Internet Amazon, inauguré en 2009, est désormais à l'origine d'environ 7% des ventes des exemplaires papiers ; la consultation des *Collections électroniques* connaît une hausse importante (cf. *infra*). A moyen terme, les collections permettront de (re)diffuser en ligne sous forme numérique mais également sur papier (par impression à la demande) la totalité du catalogue y compris les 150 ouvrages présentement épuisés. Le recours au procédé de l'impression à la demande prend progressivement sa place parmi les modes de commercialisation en assurant la jonction entre support électronique et papier. Ce mode d'impression permet de supprimer au moins partiellement l'investissement que constitue le tirage initial (et la gestion des stocks) en faisant coïncider le nombre d'ouvrages imprimés avec celui des acheteurs. Expérimentée techniquement en 2009 avec l'ouvrage de Floréal Sanagustin sur Avicenne, la formule l'a été

commerciallement cette année avec le numéro 5 de la collection “Les Cahiers de l’Ifpo” (*Médias et islamisme*, sous la direction d’Olfa Lamloum). L’analyse précise des résultats permettra d’adapter cette nouvelle offre technique et d’optimiser ainsi la diffusion des différents produits éditoriaux. Sa seule contrainte réside pour l’heure dans la nécessité de commander à un tarif plus élevé que lors d’une impression classique les quelques dizaines d’exemplaires que requièrent les échanges et les circuits traditionnels de diffusion. Les ventes électroniques (en format pdf et par le biais du site *Immatériel.fr*) font, pour leur tout début, une belle percée. Les 45 titres mis en vente sur *Immatériel.fr* (dont 7 parus en 2010) ont généré près de 1000 euros de recettes. Comme prévu et malgré les craintes énoncées, les éditions électroniques, en accès libre ou payant, n’ont pas fait reculer en 2010 les ventes papier. La mise à jour des catalogues (imprimés et mis en ligne) et la présence à plusieurs salons régionaux complètent l’appareil de diffusion.



Des solutions juridiques innovantes restent à trouver dans deux domaines : celui de la formalisation de la relation entre l’Ifpo et les auteurs (qui devra notamment tenir compte des exigences spécifiques du CNRS dans ce domaine), et celui de la vente directe des ouvrages depuis le site de l’Institut, par carte bancaire ou par le système Paypal, encore impossible à ce jour. Enfin, la surcharge relative du service des publications implique des efforts collectifs de plusieurs natures : les auteurs doivent plus que jamais être invités à respecter des exigences accrues de rigueur, les manuscrits déposés aux Presses devant être aussi proches que possible du stade final de l’impression. La mobilisation des ressources internes (au sein du service bien sûr, mais également auprès des chercheurs et éventuellement de stagiaires qualifiés pour participer à la préparation des manuscrits) doit être renforcée pour que le financement de collaborations externes, difficile dans la conjoncture financière, puisse être aussi limité que possible.

1.2.2 Des ressources électroniques complétées : les carnets de l’Ifpo

La recherche en sciences humaines est devenue indissociable des outils des humanités numériques. L’Ifpo a montré toute l’importance qu’il y accordait en créant depuis deux ans un dispositif de communication proposant, à partir de son site Internet, des archives scientifiques et documentaires en ligne, des collections électroniques, une lettre d’information, des collections photographiques, des fils de micro-messages. Les résultats de ce dispositif numérique complet

sont particulièrement probants : 4000 visiteurs différents des collections électroniques par mois, plus de 13.000 pages vues en 2010 (avec une hausse de 62 % par rapport à 2009 et une nouvelle hausse de 65 % sur les 4 derniers mois de 2010).



En novembre 2010, à l'initiative d'Y. Gonzalez-Quijano, chercheur doté d'une remarquable expérience dans ce domaine (comme en atteste son blog *Culture et politique arabes*), et grâce à un partenariat étroit avec le Cléo, une nouvelle « brique » est venue s'ajouter à ce dispositif. Les *Carnets de l'Ifpo* rejoignent plus d'une centaine de publications de ce type en ligne sur la plate-forme *Hypothèses*, dans toutes les disciplines des sciences de l'homme, afin de stimuler la circulation des hypothèses de recherche et de leurs appuis documentaires. Les premiers effets (plus de 1700 visites mensuelles et un « carnet de commandes » bien garni) s'avèrent très prometteurs.

Le renforcement des ressources électroniques a été conduit de pair en 2010 avec un large renouvellement du parc informatique.

Grâce à de substantiels crédits mi-lourds du CNRS et grâce aux efforts de Roger de Brézé, administrateur du parc, 30 postes de travail de l'Institut ont été renouvelés ainsi que 4 serveurs et différents périphériques. La rationalisation du parc se poursuit avec la mise aux normes légales des logiciels (payants ou libres), la mise en place d'un système de sauvegardes, la réfection du réseau de câblage, etc. qui devrait s'achever dans le courant de 2011.

1.2.3 Une médiathèque modernisée et en restructuration

La modernisation de la médiathèque suit son cours selon 4 axes principaux : l'achèvement du très long processus de catalogage informatique, le regroupement des locaux, la numérisation d'une partie des fonds périodiques, la valorisation de la photothèque.

Les premiers tests de catalogage ont d'ores et déjà été conduits avec succès sur le fonds contemporain de Beyrouth dont les 13000 notices sont en cours de migration. A Damas, le transfert du fonds d'archéologie dans les locaux d'Abou Roumaneh (dont la bibliothèque a été cette année fréquentée par des lecteurs de 48 nationalités, dont 130 Syriens et 128 Français extérieurs à l'Ifpo) a commencé. Il a été préparé par une importante restructuration des locaux : création de 1200 mètres linéaires en sous-sol et regroupement des personnels dans un *open space*, réfection totale des huisseries grâce au partenariat avec l'entreprise Total. Il devrait être achevé lors de la tenue de ce conseil.

La modernisation de la médiathèque passe également par le lancement d'une politique de numérisation des périodiques « morts », pour l'heure stockés dans l'entrepôt peu accessible de Sahnaya. Cette opération devrait se faire avec le partenariat du Centre de conservation du Livre

(Arles). Le renouveau de la médiathèque est également venu d'un effort sans précédent de valorisation des fonds iconographiques.



En 2010, les fonds particulièrement riches de la photothèque de l'Ifpo ont entrepris leur migration vers le site Internet spécialisé MédiHAL, où ils seront progressivement mis à la disposition de la communauté scientifique mondiale. Cette migration implique une indexation/documentarisation minutieuse des clichés souvent dépourvus des métadonnées qui leur donnent sens. Les premiers résultats (30 000 visites des 1000 premiers clichés) confirment les attentes du public à l'égard d'un projet qui, avec l'aide possible de la région PACA et du Centre de Conservation du Livre, devrait se poursuivre en 2011 à un rythme plus soutenu.

1.2.4 La politique de formation

La politique de formation permanente institutionnalisée à l'Ifpo depuis deux ans, a donné lieu, en partenariat avec la BnF (Paris) à plusieurs sessions régionales destinées aux bibliothécaires de l'Institut et ouvertes à ses partenaires locaux et régionaux. Ces formations ont inauguré un nouveau terrain de coopération avec plusieurs universités locales (Damas, Kaslik) ainsi qu'avec plusieurs Umifre établies dans le monde arabe : le CEFAS (Sanaa), l'IRMC (Tunis) et le CEDEJ (Le Caire). Ces formations portaient notamment sur l'International Standard Description (ISBD), le format Unimarc, le logiciel Koha, et RAMEAU (Répertoire Autorité Matière Encyclopédique Alphabétique Unifié).

En partenariat avec le Bureau Moyen-Orient de l'Agence universitaire de la francophonie, les Centres culturels français de Beyrouth et Damas et le Centre pour l'édition électronique ouverte, l'Ifpo a également pris l'initiative d'organiser du 12 au 15 avril 2010 une semaine de formation à l'édition électronique scientifique au Proche-Orient qui a attiré notamment des participants de l'IRMC, du Rectorat de l'Université Libanaise, de l'Université Saint-Joseph et de l'Agence Universitaire de la Francophonie.

La mission de formation de l'Ifpo se traduit plus largement par les enseignements de ses chercheurs dans des universités de la région, notamment l'Université Saint-Joseph à Beyrouth ou la Faculté d'archéologie à Damas.

Elle inclut, plus traditionnellement l'accueil de près de cent stagiaires en langue arabe, à Damas et désormais Alep (cf. *infra*) pour des durées allant jusqu'à 9 mois, et de stagiaires engagés dans des formations liées aux cursus de plusieurs établissements universitaires : ils ont été cette année au nombre de 32 en provenance de 25 académies et institutions universitaires françaises.

Le séminaire *Perspectives et territoires de la recherche au Proche-Orient*, lancé par Yves Qijano-Gonzalez et Cécile Boëx à Damas, a vocation à intégrer tout particulièrement les étudiants de la session d'arabe de Damas. L'Université Sorbonne Paris IV envisage d'en faire une unité de valeur susceptible d'être comptabilisée dans plusieurs de ses cursus.

Les conditions d'institutionnalisation d'une école doctorale sont à l'étude pour compléter ce dispositif, notamment par le biais du séminaire animé à Beyrouth par Elisabeth Longuenesse avec la collaboration de plusieurs doctorants.

2. Restructuration immobilière, synergies scientifiques et budgétaires

La création de l'Ifpo implique que se poursuive une démarche de rationalisation permise par les regroupements et que l'Institut prenne de plus en plus franchement appui sur des partenaires locaux et internationaux.

2.1 L'Ifpo dans des locaux rénovés, restructurés et regroupés

2.1.1 A Beyrouth

A Beyrouth, à la demande de l'ambassadeur Denis Pietton, l'Institut a rétrocédé 120 mètres carrés de ses locaux (3 bureaux de chercheurs, un bureau de diffusion des publications, un espace de stockage et une grande salle, soit les 2/3 du rez-de-chaussée dont l'étendue est de 183 mètres carrés) à l'Ambassade qui souhaitait les attribuer à l'Agence Française de Développement. Cette perte devrait être en partie compensée par la fusion des bibliothèques (contemporaine et archéologie) d'une part et par un projet d'extension technique qui consisterait à transformer les garages actuels en extension du magasin et de la bibliothèque d'archéologie d'autre part, projet que le service immobilier du MAEE a accepté de considérer. Ce réaménagement devrait déboucher enfin sur le regroupement de l'administration de l'Institut dans un même bâtiment, une réforme de structure attendue de longue date pour parfaire la rationalisation des espaces initiée par la création de l'Ifpo.

2.1.2 A Damas

A Damas, le regroupement des services hébergés pour l'heure dans les deux bâtiments d'Abou Roumaneh (propriété de l'Etat français) et de Jisr-al-Abyad (loué par l'Ifpo) a franchi en 2010 deux étapes essentielles. Une nouvelle option technique a recueilli l'approbation du service immobilier du ministère : l'abandon programmé du bâtiment de Jisr al-Abyad pourrait être compensé par la surélévation du bâtiment d'Abou Roumaneh. Cette option, longtemps réputée interdite par le plan d'urbanisme, est à nouveau explorée. L'extension du troisième étage (construit en 1993) à l'assise totale du bâtiment puis l'adjonction d'un étage voire d'un étage et demi supplémentaire (soit environ 680 mètres carrés), s'ajoutant à l'excavation de plusieurs dizaines de mètres carrés en sous-sol et à l'aménagement possible d'espaces de stockage sur la façade Est (qui compenserait l'abandon des hangars de Sahnaya) pourrait, au prix d'une gestion réaliste, couvrir les besoins actuels de l'Institut et ceux de son développement à moyen terme. Le service immobilier du MAEE a par ailleurs accepté le principe d'une réhabilitation complète du reste du bâtiment.

D'ores et déjà, en 2010, le rez-de-chaussée du site d'Abou Roumaneh a été remanié : le regroupement des cinq bibliothécaires, dans un *open space*, a permis la création en sous-sol de 1100 mètres linéaires de rayonnages. Le fonds archéologie de Jisr al-Abyad est en cours de transfert dans un espace qu'un financement spécifique du SCAC permettra par ailleurs, à la

demande des utilisateurs, d'aménager en accès libre. Enfin, la société Total Syrie a financé, dans le cadre d'un partenariat, l'insonorisation des huisseries de la salle de lecture et le vitrage de la véranda du rez-de-chaussée pour pouvoir y créer des espaces supplémentaires de lecture et de communication entre les lecteurs.

2.2 Le développement ou la relance de synergies au service de la recherche et de la coopération

Le développement des circulations entre chercheurs et, pour ce faire, de partenariats avec des institutions de recherche reste au cœur de la politique de l'Institut. En 2010 – complétant une liste déjà importante –, plusieurs partenariats nouveaux ont été établis ou améliorés. Au chapitre des ressources qui permettent de nouer des partenariats scientifiques, soulignons que la liste des acteurs économiques privés qui ont fait confiance à l'Ifpo en 2010 est longue et le montant des ressources mobilisées particulièrement élevé. L'Ifpo a capté en 2010 des financements publics et privés qui ont contribué au soutien de manifestations scientifiques, à des projets de coopération mais également à l'amélioration des locaux ou à l'équipement de trois des sites de l'Institut.

2.2.1 Des partenaires financiers publics et privés en nombre croissant

Les partenaires publics

- L'Agence Universitaire de la Francophonie
- Les Ecoles d'architecture de Versailles et de La Villette
- Le Fonds d'Alembert du MAEE
- La Fondation des Sciences de l'Homme
- L'Institut des études ismaéliennes de Londres
- L'Institut Universitaire de France
- Les Ministères irakien (Bagdad) et provincial kurde de l'enseignement supérieur
- Le Ministère français de la culture et de la communication
- Le Musée du Louvre
- Les représentations de l'Union Européenne en Jordanie et en Syrie
- La Région Ile de France et le Grand Lyon
- Les Universités Paris I Panthéon-Sorbonne et François Rabelais de Tours
- La ville et le gouvernorat d'Alep.

Les mécènes privés

- Total a contribué au financement des XI^{èmes} rencontres internationales sur l'histoire et l'archéologie de la Jordanie (*ICHAJ*), à la restauration du Temple Haut de Jérash, à la création du Musée du site de Mari, à la publication de l'ouvrage *Les ors de Mari* et à la rénovation de la médiathèque du site d'Abou Roumaneh.
- Le groupe Lafarge a participé à la tenue en Irak du colloque sur *L'écriture de l'Histoire* et il finance la restauration des locaux de l'Institut dans la citadelle d'Erbil.

- La Société Jordan Areva Ressources, la société Orange (Amman), Into-Action (Amman), Aerial Survey and Photography (Jordanie) et la Royal Jordanian ont soutenu les XI^{èmes} rencontres *ICHAJ*.
- M. Varoujan Salatian a permis la tenue d'un colloque sur *Les Arméniens dans le Bilâd al-Shâm entre intégration et marginalisation (X^{ème} siècle - XV^{ème} siècle)*, Alep.
- Les Banques Bemo et Audi concourent aux publications de l'Ifpo.
- Enfin, les sociétés Porosity Ltd et la filiale de Saudi-Oger ont fait don de mobilier de bureau à l'antenne d'Amman.

2.2.2 Des partenariats institutionnels nouveaux

En 2010, nombre de partenariats institutionnels ont été conclus ou développés au service de la recherche, de sa valorisation et de la coopération culturelle avec notamment :

- La Casa arabe (Madrid). Fruit de la volonté exprimée de longue date de rechercher des partenariats étrangers bi- ou multilatéraux pour élargir son assise scientifique et financière, l'Ifpo a lancé un partenariat innovant avec son homologue espagnol la Casa arabe de Madrid pour la co-gestion de l'antenne d'Alep. L'accord fut signé le 31 août par Madame Donatienne Hissard (MAEE) et la Professeure Gema Martin Munoz (directrice générale de la Casa arabe). Outre le poste d'A. Kedier, qui exerce désormais les fonctions de coordinatrice de l'« Ifpo Casa arabe » à Alep, la partie espagnole finance le recrutement d'un chercheur syrien et participe de manière significative aux dépenses de fonctionnement de l'antenne, dont le lancement officiel se fera en février 2011 à l'occasion de la visite de la Professeure G. Martin Munoz.



- Le CNRS Liban, pour la traduction de *l'Atlas du Liban* et, plus largement, pour rendre éligibles à ses financements les chercheurs de l'Ifpo qui montent des programmes avec leurs collègues libanais – signature d'un accord cadre de coopération scientifique, le 2 mars 2010, avec M. Hamzé, secrétaire général du CNRS Liban.
- La Direction des Musées et des Antiquités de Syrie et l'Université de Damas pour le lancement d'un second chantier-école archéologique à Amrith.
- La Bibliothèque Nationale Al-Assad pour faciliter l'accès aux reproductions de manuscrits (photocopies, CD, textes à mettre en ligne) à tous les chercheurs rattachés directement à l'Ifpo, ou associés à lui, et permettre plus généralement à l'Ifpo de jouer le rôle d'interface entre elle et les institutions françaises ou européennes concernées.
- Les missions archéologiques financées par la commission consultative des fouilles à l'étranger du MAEE (ainsi que par l'appel d'offre Syrie-Jordanie du CNRS) pour la

participation à l'aménagement du musée de site de Mari et la réalisation d'un *Annuaire électronique des missions archéologiques françaises au Proche-Orient* (<http://www.ifporient.org/node/820>), résultat de plus d'une année d'efforts. Cet instrument interactif, destiné à être régulièrement mis à jour, fournit au lecteur une géolocalisation de chaque site et les principales données techniques et iconographiques sur les fouilles passées et en cours.

- L'Université Paris IV - Sorbonne. En 2010, un souhait exprimé dès 2008 par le Conseil scientifique a été satisfait : celui d'une évaluation pédagogique de la session intensive d'arabe par deux experts mandatés par le ministère de l'Éducation, Joseph Dichy et Frédéric Lagrange. Cette évaluation a été l'occasion de procéder au renouvellement et à l'enrichissement de la convention de partenariat avec l'Université Paris IV - Sorbonne, qui a été validée par le 17 décembre par le CA de l'Université. La nouvelle version de cette convention va permettre notamment de valider de nouvelles avancées : la confirmation et la prorogation de l'affectation à l'Ifpo du poste de directeur du stage. En 2010, pour la première fois, une session estivale de langue arabe a été organisée à Alep dans le sillage des sessions damascènes. Une session annuelle a été inaugurée le 11 octobre. L'extension alépine permet ainsi d'augmenter significativement le potentiel d'accueil de l'Institut dans un environnement culturel qui s'y prête tout particulièrement.
- L'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm à Paris. Une convention est venue formaliser une coopération déjà riche avec l'ENS. Outre diverses formes d'échanges scientifiques, elle prévoit la pérennisation d'une session d'arabe spécifique. Elle consacre l'accueil de deux stagiaires en double cursus d'arabe et de participation aux tâches de gestion et d'animation scientifique au sein de l'Institut. L'Ifpo explore la possibilité d'étendre ce dispositif à un étudiant de l'IEP de Paris, IEP qui entend cette année proposer 6 de ses étudiants au stage d'arabe.
- Le Centre de Conservation du Livre (Arles). Une convention doit permettre de profiter de fonds européens mobilisés par le CCL pour numériser et mettre ce faisant à la disposition du plus grand nombre plusieurs fonds documentaires : des archives de presse irakienne détenues à la BnF d'une part, des périodiques en langue arabe et une partie de la photothèque de l'Ifpo d'autre part.
- Les centres d'étude ou culturels européens à Damas (hollandais, danois, espagnol, finlandais, britannique et allemand) pour proposer un accès unique ("Eurobib") aux lecteurs.
- L'Institut du Monde Arabe. L'Ifpo est très directement impliqué dans la conception de l'exposition « Syrie » qui se tiendra en 2012 à l'IMA ainsi que dans un projet de numérisation des collections de sa bibliothèque, en partenariat avec la Grande bibliothèque d'Alexandrie.
- Un Réseau d'écoles de commerce. L'Ifpo a accepté une demande de partenariat d'un réseau coordonné par l'École de management de Grenoble et impliquant l'ESCA (Casablanca), l'Université Sheikh Anta Diop (Dakar), University of Cape Town Policy Institute (Afrique du Sud), la Nouvelle Université bulgare et l'Institut de géopolitique de l'Académie des sciences de Russie ; aux termes de l'accord signé en décembre 2010, l'Ifpo pourra, à l'instar de l'Institut des Hautes Etudes sur l'Amérique latine et de l'Université de Laval, accueillir des

stagiaires d'écoles de commerce désireux de se familiariser avec les réalités économiques et politiques et fournir des formations aux écoles qui en feront la demande.

- L'ONG syrienne "Syrian Organization for sustainable tourism" (SOST) pour coopérer à la réalisation d'un film pédagogique sur le patrimoine historique de Sweida et Palmyre grâce à un financement de la représentation de l'UE à Damas.
- L'IREMAM-MMSH (Aix-en-Provence) pour lancer une politique d'archivage sonore des missions françaises de recherche au Proche-Orient.
- La revue *Transeuropéennes* pour une réflexion sur les politiques de traduction.
- Le département de français de l'Université d'Alep pour la traduction en langue arabe de 4 ouvrages d'archéologie.
- Les chancelleries des postes diplomatiques (Damas à ce jour, d'autres demain) à qui sont proposées des *Conférences de chancelleries* destinées à accroître les synergies entre diplomates et chercheurs.

Enfin, l'Institut a plus que jamais contribué à l'accueil d'un grand nombre de personnalités, notamment ministérielles et parlementaires (dont François Fillon, Christine Lagarde, Frédéric Mitterrand, Henri de Raincourt, ou encore Bernard Kouchner, Fadela Amara, Valéry Giscard d'Estaing, Christine Ockrent, Jean-Jacques Aillagon, Jean-Pierre Marie-Rivière, etc.).

3. Les axes, territoires et résultats de la recherche et de la coopération scientifiques

3.1 L'affirmation de territoires nouveaux en Irak et en Palestine

3.1.1 L'Ifpo en Irak



En 2010, renouant avec la tradition inaugurée par la Délégation archéologique française en Irak et dans la continuité des efforts déployés depuis plusieurs années, notamment au sein du département des Etudes contemporaines, par de nombreux collègues français et irakiens, ont été posés les premiers jalons matériels et scientifiques de l'action de l'Ifpo en Irak. Deux chercheurs CNRS, un chercheur et un AMI MAEE devraient y être affectés en 2011.

Le 12 octobre 2010, en présence de l'ambassadeur de France en Irak, Boris Boillon, et de SE Nawzad Hadi Mawlood, gouverneur d'Erbil, a été signé à Erbil un "Accord de partenariat" entre l'Ifpo et le groupe Lafarge (représenté par son PDG Bruno Lafont) d'une part, et la Haute

Commission pour la revitalisation de la citadelle d'Erbil (HCECR, représentée par M. Dara Al-Yacubi, son président) d'autre part.

L'accord définit les objectifs et le cadre général de la collaboration entre la HCECR et l'Ifpo, afin de jeter les bases d'une coopération dans le domaine de la valorisation du patrimoine et, plus largement, d'établir "L'Ifpo en Irak" dans les deux "Maisons Chalabi" de la Citadelle d'Erbil. En marge de cet accord a été signée une convention de partenariat avec le groupe Lafarge qui couvrira les coûts de la réhabilitation des maisons et de leur réaffectation au service de la recherche et de la coopération avec les partenaires irakiens de l'Ifpo.

Une étude réalisée dans le respect des exigences de l'Unesco par Mahmoud Bendakir vient d'être achevée. Les travaux de restauration des maisons et leur transformation en locaux propres à accueillir l'équipe de l'Ifpo en cours de constitution devraient être menés à terme avant l'été 2011. La présence de l'Institut a parallèlement été affirmée par la tenue d'un important colloque (soutenu par le fonds d'Alembert, le CNRS, le SCAC de Bagdad, la MSH et le CCF d'Erbil) sur *L'écriture de l'Histoire* qui a permis à des collègues français de tous horizons (contemporanéistes et médiévistes) d'établir ou de renforcer leur relation avec un large panel de collègues irakiens venus des principales universités du pays (cf. *infra*).

3.1.2 L'Ifpo dans les territoires palestiniens

Dans les Territoires palestiniens, pour la première fois dans l'histoire de l'Institut, la présence de l'Ifpo est également devenue institutionnelle. Une coopération établie de longue date (notamment par une convention signée en 1998 avec l'Université de Bir Zeit) s'appuie désormais sur l'affectation d'un chercheur, L. Bonnefoy (MAEE, DEC), en poste depuis le 30 septembre 2010 et qui sera prochainement rejoint par un archéologue et un doctorant AMI. Cette formule doit permettre aux interlocuteurs scientifiques palestiniens, de la Cisjordanie comme de Gaza, d'établir un contact avec leurs collègues français plus directement que cela n'était jusqu'ici possible, uniquement par le biais d'une structure, le Centre de Recherche Français à Jérusalem, peu accessible aux universitaires palestiniens. Pour l'heure, les personnels de l'Ifpo sont hébergés dans les locaux du Consulat général. Les modalités d'une coordination et d'une coopération particulièrement nécessaires avec l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem sont en cours de discussion.

L'Ifpo dans les Territoires palestiniens a été en 2010 le partenaire actif d'un colloque international: *A l'ombre de la séparation : régimes territoriaux et nouvelles pratiques socio-économiques*. Organisé en partenariat avec l'Université Al-Quds, l'IREMAM et le Consulat général de France à Jérusalem sur un financement du Fonds d'Alembert, il a rassemblé 22 chercheurs internationaux et palestiniens autour de problématiques liées aux implications sociales et spatiales du mur de séparation.

3.2 La richesse et la diversité des résultats scientifiques et de la coopération

Cette introduction générale ne saurait répéter les contenus des rapports très substantiels de Marc Griesheimer, Pierre Lory, Elisabeth Longuenesse, respectivement directeurs des départements scientifiques Archéologie et histoire de l'Antiquité, Etudes arabes médiévales et modernes et Etudes contemporaines. Ces rapports attestent de la richesse des thématiques de recherche abordées et de leurs diverses retombées notamment éditoriales. Ils soulignent aussi la

diversité des configurations dans lesquelles se déploient les efforts des chercheurs de tous statuts, cette diversité tenant aussi bien aux exigences propres des disciplines concernées qu'aux différences de stratégies de mobilisation de la recherche. La présentation de ces résultats reste articulée autour des grandes thématiques (le fait religieux, le patrimoine culturel proche-oriental, la gestion des ressources et le développement, les évolutions sociétales et politiques) définies en 2007, autant pour structurer la lecture des recherches conduites à l'Institut que pour en délimiter le champ.

En 2011, les trois départements scientifiques se sont fixé des ambitions voisines : pour le département des Etudes contemporaines (où trois programmes arrivent à échéance), la priorité est de renouveler les soutiens financiers de l'ANR ; pour les départements Etudes arabes et Archéologie, il s'agit de réussir à les mobiliser. A cet égard, la conjoncture s'avère plus favorable en 2011 qu'au cours de l'année écoulée. D'abord parce que les projets franco-allemands, peu nombreux, ont un assez fort taux de chance de réussite. Ensuite parce que le nombre élevé des entrants en 2010 (indispensables pour présenter des projets sur 3 ou 4 ans) est plus favorable que l'an dernier, aussi bien au sein du DEC que du DEAMM. Pour l'Institut, tous départements confondus, l'accès à un soutien européen (autre que celui des délégations locales, obtenu à Damas et Amman) demeure enfin un défi capital.

Ce défi reste en grande partie conditionné par la possibilité de mobiliser (sous la forme d'un VI ou de la part du CNRS) les services essentiels d'un ingénieur projet.

3.2.1 L'Archéologie et l'histoire de l'Antiquité

Les activités des chercheurs et des ingénieurs du département Archéologie et histoire de l'Antiquité restent majoritairement basées en Syrie. Outre les travaux individuels, elles se structurent en partie autour des programmes institutionnels, notamment *Architecture et urbanisme de Gerasa de la Décapole* (Jérash, Jordanie) où la reprise des fouilles sur la terrasse inférieure et autour du sanctuaire de Zeus est accompagnée d'enquêtes spécifiques consacrées aux différentes phases d'occupation de la ville. A Jérash, la phase des restaurations du Temple Haut effectuée sous la responsabilité de l'architecte Ch. March a pris fin au mois de septembre avec son départ ; le cahier des charges d'une nouvelle étape de notre engagement dans les restaurations du plus grand sanctuaire urbain de Gerasa est en cours de finalisation avec les autorités jordaniennes. Soulignons aussi que la présence à Damas de plusieurs chercheurs engagés dans le programme *Inscriptions grecques et latines de la Syrie* a permis de faire aboutir plusieurs volumes de ce grand corpus.

Ces activités de recherche sont plus systématiquement encore liées au soutien logistique apporté aux missions archéologiques françaises, qui prennent volontiers la forme de coopérations développées avec les archéologues syriens et jordaniens notamment. La plupart des missions (en Syrie, en Jordanie, au Liban et en Irak mais également en Arabie Saoudite et en Egypte) accueillent un ou plusieurs chercheurs en poste à l'Ifpo. De même, une mission de sauvetage dans la région du Moyen-Euphrate, à Hiéropolis-Menbij, a été initiée par un chercheur Ifpo. En 2010, la collaboration avec la Direction générale des Musées de Syrie a pris d'autres dimensions dans le domaine de la formation et de la mise en valeur : ouverture d'un second chantier-école à Amrith et attribution grâce au soutien du SCAC de bourses linguistiques et de Master.

Deux colloques majeurs ont rythmé l'année : la XI^{ème} Conférence internationale sur l'histoire et l'archéologie de la Jordanie (ICHAJ), ouverte à Paris par Valérie Péresse, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et par le Prince Hassan bin Talal. Avec le soutien d'un nombre exceptionnel de partenaires publics et privés, elle a réuni pendant sept jours plus de cent cinquante spécialistes de vingt nationalités.



Le colloque *Mari, ni Est ni Ouest ?* (40 intervenants de 9 nationalités) organisé à Damas avec le soutien du SCAC et en partenariat avec la DGAMS, la Mission archéologique française de Mari, le MAEE, le CNRS, l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Université de Genève et l'Université de Strasbourg, a permis de commémorer 75 ans de coopération et de recherche.

3.2.2 Les Etudes arabes, médiévales et modernes

Le DEAMM a maintenu en 2010, sous la direction de P. Lory, sa réputation d'excellence dans le domaine de la formation en langue arabe. L'assise et la réputation du stage animé par Eric Gautier ont été confirmées de multiples façons : par la persistance du succès qu'il rencontre, que traduit le nombre élevé des candidatures (le double de ce qu'il est possible d'accepter) ; par la multiplication des sessions spécialisées (MAEE, ENS, Ismaéliens) et tout particulièrement par l'ouverture d'une session estivale puis annuelle à Alep ; par les perspectives entrevues (notamment dans le domaine des équivalences) grâce à la mission d'expertise de mai 2010 ; par le renouvellement enfin de l'accord, en cours de signature, par lequel l'Université Paris IV - Sorbonne met à disposition un enseignant à l'Ifpo.

En mai 2011, l'Ifpo s'honorera d'accueillir le stage des professeurs de langue arabe du ministère de l'Education nationale. En 2011 également, seront explorées les possibilités d'ouverture d'une ou plusieurs sessions au Liban. Rappelons pour conclure que cette réputation d'excellence ne saurait s'accommoder d'une précarisation du statut des professeurs.

Deux programmes de recherche ont principalement structuré en 2010 l'activité du département :

- *Le Bilâd al-Shâm face aux mondes extérieurs : réaction, adaptations, échanges (XI^{ème}-XIV^{ème} siècle)*, animé par D. Aigle, qui a donné lieu à un colloque (19-20 novembre) sur les relations inter-religieuses organisé à Beyrouth en collaboration avec l'USJ et le Centre Louis Pouzet.
- *Guerre et paix dans le Proche Orient médiéval*, en collaboration avec l'IFAO, qui a notamment donné lieu à un colloque (3-4 novembre), organisé par Mathieu Eychenne, et intitulé *L'Historiographie de la guerre dans le Proche-Orient médiéval (X^{ème}-XV^{ème} siècle)*.

Le rapport de P. Lory, comme les éphémérides, attestent de la régularité des manifestations ponctuelles : journées d'études, notamment sur la médecine arabe, les 8-9 mai à Damas, entièrement en langue arabe, *Lundis littéraires* (également en arabe) drainant un important

public syrien, séminaires spécialisés, conférences publiques, enseignements dans des universités régionales, participation individuelles à des colloques à l'étranger, etc.

Les fouilles en castellologie, conduites dans le château de Saladin, ont donné lieu à deux campagnes de relevés fructueuses. Deux projets aussi anciens qu'importants, le *Dictionnaire de l'arabe parlé syrien* (dont les trois cent premières pages sont désormais consultables en ligne sur le site HalSHS) et les relevés des fouilles de la Citadelle de Damas (dont le premier des sept volumes prévus est prêt à l'impression) ont franchi une étape très attendue. La relation du DEAMM avec le public syrien a emprunté depuis deux ans un itinéraire original : celui de l'association avec l'Ecole de psychanalyse de Damas qui s'est notamment interrogée sur les relations entre la psychanalyse et l'expérience mystique. Sur ce terrain s'est tenu, le 4 décembre à l'Ifpo, un colloque enrichissant (*Le symbole chez Ibn 'Arabi et C.G. Jung*).

3.2.3 Les Etudes contemporaines

L'activité du département des Etudes contemporaines, dirigé par E. Longuenesse, est structurée autour de plusieurs programmes, qui ne doivent toutefois pas masquer l'importance et la diversité des activités plus individuelles (celles de doctorants, stagiaires, chercheurs associés, etc.). En effet, le DEC accueille de nombreux chercheurs et doctorants associés. Par exemples, en 2010, un chercheur genevois financé par l'AUF a notamment séjourné à Beyrouth ; à Amman, ce sont un post-doctorant irakien (accord avec le Scholar Rescue Fund) et une post-doctorante de l'IRD qui ont été reçus. Même si sa présence est plus marquée à Beyrouth, où le programme *Observatoire Urbain* va de surcroît être désormais à nouveau basé, le DEC est présent sur l'ensemble des sites de l'Institut ; c'est lui qui draine le plus grand nombre de chercheurs associés et les financements extérieurs les plus substantiels. Dans le prolongement des efforts déployés lors des *Journées d'études irakiennes* de Beyrouth en décembre 2009, l'année a été marquée par l'organisation à Erbil, sous la responsabilité de Hosham Dawod (CNRS-IIAC), candidat à une affectation à l'Ifpo Erbil, d'un important colloque international pluridisciplinaire sur *L'écriture de l'Histoire* (en partenariat avec la MSH, le SCAC, le CCF et avec le concours du CNRS et de la société Lafarge).

Un autre des colloques internationaux organisés par le DEC, *Les Métropoles de Syrie dans les processus mondialisés d'urbanisation*, Université d'Alep, 15-17 mars 2010, a démontré la qualité de son insertion, par le biais de son antenne alépine, dans le tissu syrien.

Après la conclusion du programme de Franck Mermier (*Mémoires de guerre*) et, en septembre 2010, des programmes *L'éclatement urbain à Beyrouth et Damas, processus et mode d'action des municipalités* (V. Clerc, financement AUF, partenariat UL) et *Mobiliser et voter : Les élections législatives et municipales libanaises 2009-2010* (M. Catusse, O. Lamoum et K. Karam), l'année 2011 verra notamment l'achèvement des deux autres programmes ANR TANMIA. *Le développement : fabrique de l'action publique dans le monde arabe* (M. Catusse et G. Chatelard) et *Du Golfe à l'Europe. Violences et contre-violences* (L. Bonnefoy et F. Burgat). L'important *Atlas de Jordanie*, qui a bénéficié notamment d'un financement de la représentation de l'Union Européenne à Amman, devra impérativement être finalisé dans le courant de l'année 2011. Arrive également à terme le programme *Déplacés et réfugiés irakiens au Moyen-Orient : la prise de décision migratoire* (G. Chatelard et K. Dorai, conclusion 2011).

Prendront progressivement la relève les programmes *Médiation publique dans les métropoles du Maghreb et du Moyen-Orient : concurrences, frontières et accès au logement* (V. Clerc, AUF, en

coopération avec le CEDEJ, l'IRMC, l'IFEA, ainsi que les universités de Damas et de Galatasaray notamment), *Formation, Nouveaux métiers et stratégies professionnelles* (E. Longuenesse, AUF, coopération avec l'Institut des Sciences sociales de l'Université Libanaise, la Faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire et le Centre d'Orientation professionnelle de l'Université de Damas), *Migrations des diplômés, circulations professionnelles, relation au pays d'origine : le cas du Liban* (E. Longuenesse, Programme Cedre, USJ, Laboratoire Migrinter-Poitiers, Ifpo), *Traduire les sciences humaines et sociales au Proche-Orient* (E. Longuenesse, coopération Transeuropéennes).

L'arrivée de S. Chiffolleau en janvier 2011 va voir le démarrage d'un programme qui s'efforcera de mobiliser les chercheurs des trois départements sur le thème *Les temps des uns, les temps des autres... Une analyse interdisciplinaire de la mesure du temps, des perceptions, des usages et des pratiques des temporalités au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*. Le programme achevé sur les élections devrait être relancé et étendu (*Des élections sous tension. Une comparaison des processus électoraux en contexte d'incertitude et de violence politique. Liban, Palestine, Irak*) grâce à une coopération Ifpo/Gremmo/Iremam, sous la responsabilité d'O. Lamoum, M. Catusse (désormais Iremam) et J.-F. Legrain (Gremmo).

Un nouveau projet sur les médias, *Nouveaux médias et identités religieuses*, est en cours de montage en coopération avec le Centre Jacques Berque de Rabat et l'IRMC de Tunis sous la responsabilité d'O. Lamoum et de B. Dupret. Deux programmes vont structurer la recherche sur la Palestine pour préfigurer la configuration d'un axe portant sur *Les dynamiques des sociétés palestiniennes : La Palestine transnationale* (L. Bonnefoy, V. Bontemps, N. Dot-Pouillard et J. Al-Husseini) et sur un financement du FNS en association avec l'Université de Berne : *L'application du droit islamique de la famille en Palestine : Texte et contexte* (E. Conte).

Le DEC sera enfin associé à un programme *Ville durable en Méditerranée : retour sur les premières expérimentations du développement urbain durable sur la rive sud* (V. Clerc - financement AUF) piloté par le CEDEJ.



4. Lenteurs, obstacles, résistances et... espoirs

Un rapport d'activité ne saurait s'abstenir d'identifier, comme autant d'objectifs, les invitations à mieux faire. On l'a dit : en 2010, si deux financements AUF ont été obtenus, les financements européens autres que ceux mobilisés ponctuellement auprès des délégations régionales de l'Union (à Damas et Amman) sont une fois encore demeurés hors de portée de l'Institut ; et les programmes ANR arrivés à terme n'ont pas encore eu, cette année, de successeurs.

Autre terrain de mobilisation, le processus éditorial, si soutenu soit-il, n'a pas toujours le rythme souhaité, le nombre des manuscrits devant être conduits en phase finale excédant les ressources humaines affectées à la tâche et notamment la capacité de mobiliser des ressources internes (un relecteur à plein temps) dans le domaine de la relecture. La cohésion interne de l'Institut s'améliore et l'homogénéité de son image, notamment grâce à la cohérence du dispositif de ressources électroniques, se renforce. La circulation entre les sites de l'information et, bien sûr, des personnes (parfois freinée il est vrai par la lourdeur des procédures administratives, pour l'obtention des visas de service et les contraintes sécuritaires) pourra être encore améliorée ou intensifiée. Les synergies transdisciplinaires restent encore sinon marginales, du moins relativement ponctuelles. Elles pourraient sans doute être recherchées avec encore plus de volontarisme. Malgré les recommandations du Conseil scientifique, et de premiers progrès (un colloque sur l'économie politique palestinienne est prévu pour l'automne 2011 en partenariat avec les universités de Bir Zeit et d'Hébron), l'approche des réalités économiques du Proche-Orient demeure périphérique dans les programmes de recherche.

La visibilité de l'Institut et la solidité de l'ancrage des chercheurs dans le tissu scientifique local sont avérées. Elles se révèlent néanmoins inégales selon les disciplines et selon les sites. Les causes de cette relative fragilité sont en fait très diverses. Un certain manque, parfois, de volontarisme de chacun d'entre nous pour désenclaver nos démarches de recherche ne saurait être totalement nié. La tentation existe logiquement de demeurer, dans la collecte puis dans la valorisation éditoriales des données, dans le confort relatif de la sphère francophone, si justifiée soit par ailleurs la nécessité de la défendre et de la renforcer. La problématique du choix d'une langue de publication est, certes, loin d'être simple. Notre collègue franco-palestinien, Sari Hanafi (AUB), membre du Comité de suivi, l'a brillamment résumée en énonçant les termes d'une alternative, "Publish locally and perish globally or publish globally and perish locally", que le colloque organisé les 15 et 16 avril par l'USR UMIFRE (CNRS) a bien saisie en concluant à la nécessité du recours à trois langues d'édition (français, anglais et langue du pays d'accueil). L'enclavement linguistique persistant d'une partie au moins de nos recherches, la frilosité (mais également les contraintes techniques et matérielles) de nos politiques de traduction vers l'arabe, n'en contribuent pas moins à limiter la visibilité régionale de l'institution ; et ils pourraient également affecter la qualité de l'interaction avec le terrain et donc celle des recherches produites. A destination de tous, des formations en langues arabe et anglaise restent donc d'actualité. La politique de traduction vers l'arabe des publications, en direction de laquelle des efforts ont été faits (lancement de la traduction du *Guide de Bosra* et de l'*Atlas du Liban* notamment ; accord avec l'Université d'Alep pour la traduction de 4 ouvrages d'archéologie) doit être accompagnée d'efforts sur le terrain des instruments de communication de l'Institut et notamment son site Internet où les réalisations ont été, dans ce domaine, trop limitées. A des insuffisances bien identifiées, et dont l'institution assume la responsabilité, s'ajoutent des contraintes externes très objectives, variables selon les pays et les disciplines. Les entraves relatives à la communication publique en font encore partie : à Beyrouth, l'Institut reste enclavé dans une ambassade difficile d'accès ; à Damas, il n'a pas vocation à inviter officiellement, par

voie de presse, à des manifestations publiques. Une prudente campagne de communication pourrait sans doute être envisagée.

La difficulté d'identifier, tout particulièrement dans certaines disciplines, des partenaires scientifiques crédibles ne peut non plus être totalement occultée. C'est notamment le cas - tout particulièrement en Syrie - dans le domaine peu développé des études médiévales, de la philosophie ou même de la linguistique (dialectale) arabe.

La constitution de « savoirs partagés » ne saurait se concevoir enfin sans en payer - au sens premier du terme - le prix, c'est à dire sans accroître dans nos budgets la part consacrée aux partenaires, étudiants, chercheurs, collaborateurs, des pays qui nous accueillent. La stratégie la plus efficace pour améliorer la qualité de l'ancrage local de l'Institut reste manifestement de relever, malgré l'austérité de la conjoncture, le ratio des ressources budgétaires affectées à des étudiants ou à des chercheurs locaux. Les bourses (linguistiques et de Master) allouées à des étudiants syriens par le département Archéologie et le SCAC apparaissent comme un bon exemple d'instrument pouvant contribuer à combler cette fragilité relative de l'ancrage dans le tissu local.

Où prendre, dans une conjoncture de restriction budgétaire, les ressources nécessaires ? Les pistes (comme toute la gamme des ressources externes que l'Institut a largement investie cette année) sont multiples. Certaines d'entre elles, en interne, sont encore peu explorées. Outre les économies de frais de gestion (télécommunications) qui, en 2010, restent malheureusement d'actualité, la place essentielle qu'occupent jusqu'à ce jour les colloques dans les financements de la recherche - souvent imposée il est vrai, par les commanditaires - pourrait peut-être être, fût-ce très prudemment, repensée. Sans minimiser aussi bien la fonction sociale des rencontres entre chercheurs que la nécessaire visibilité de ce type de manifestations, la hiérarchie des priorités entre les investissements de terrain et la présentation publique des travaux précédant leur publication devra probablement un jour être "questionnée". Les possibilités offertes par les nouvelles technologies de la communication (pas seulement les vidéo conférences), largement sous-exploitées, pourraient sans doute, progressivement, contribuer à une réduction relative de ce type d'investissements au profit de missions de terrains plus directement axées sur la collecte de données nouvelles.

Cette introduction ne rend pas compte, loin s'en faut, de l'ensemble des efforts déployés en 2010 par M. Griesheimer, P. Lory et E. Longuenesse, directeurs des trois départements scientifiques, par les responsables des services communs, et plus largement, par l'ensemble de nos collègues. Elle entend de ce fait n'être qu'une invitation pressante à circuler dans les pages qui suivent, qui sont le produit d'une importante mobilisation collective.

A toutes celles et tous ceux qui ont montré, notamment dans la conjoncture de la rédaction de ce rapport, que l'Ifpo était plus qu'une agglomération d'individus ou de départements et qui aident l'Institut à mériter toute la confiance de ses nombreux partenaires, je tiens à dire ici ma profonde reconnaissance.

François Burgat, directeur de l'Ifpo

